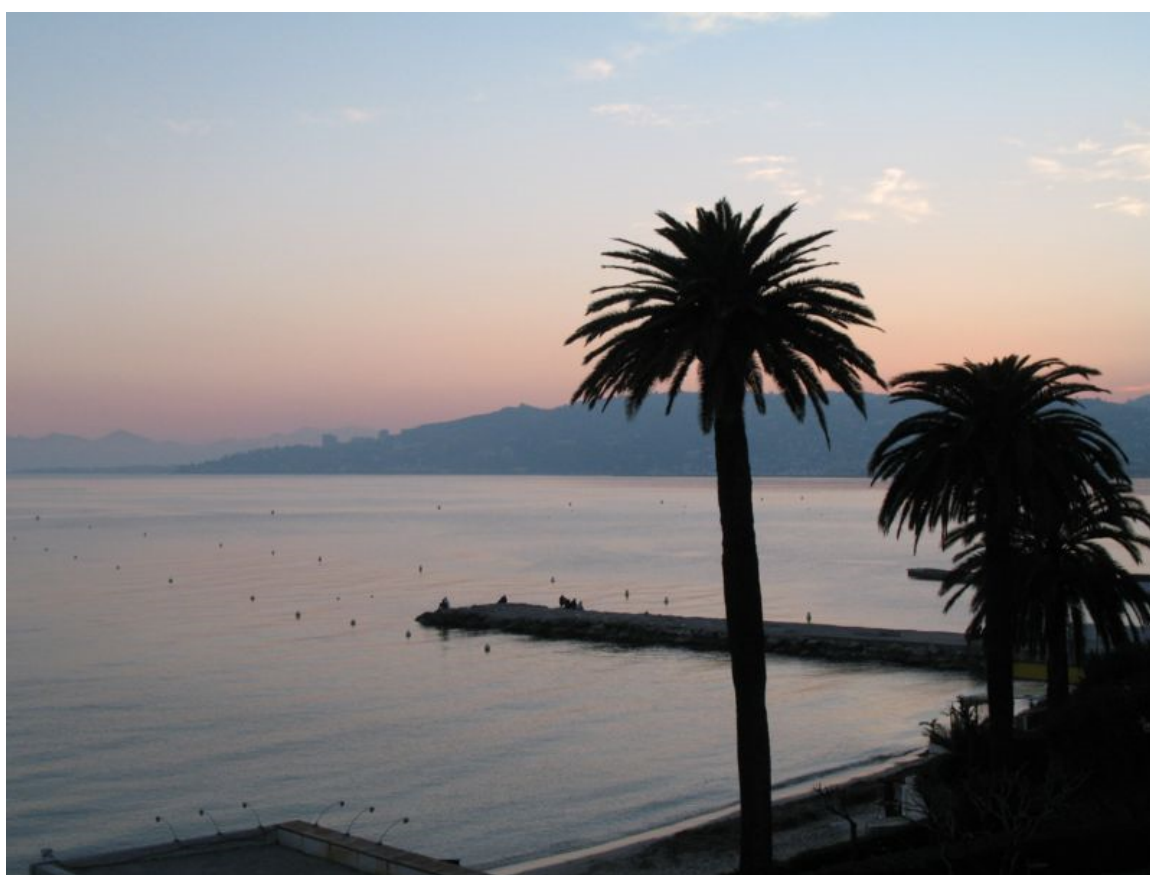


L'Union pour la Méditerranée, de la mort à la résurrection (2008-2012)

« L'alphabet fut phénicien, le concept grec, le droit romain, le monothéisme sémite, l'ingéniosité punique, la munificence byzantine, la science arabe, la puissance ottomane, la coexistence andalouse, la sensibilité italienne, l'aventure catalane, la liberté française et l'éternité égyptienne » - Joseph Maïla.



Africa 21 - Note n°3, mai 2013.

Résumé

L'Union pour la Méditerranée a connu des difficultés à son lancement en raison des tensions au Proche Orient et par la faute du manque d'investissement de certains acteurs.

Cependant, le Printemps arabe va changer la donne en remettant au cœur de l'actualité la Méditerranée. A la stabilisation institutionnelle (mise en place du Secrétariat à Barcelone) s'ajoute la nécessaire implication de l'Union Européenne dans la zone.

Des projets ont déjà été lancés et doivent porter leurs fruits dès l'année 2013. Une réorientation stratégique a été effectuée pour accompagner les pays de la rive sud afin de lutter contre le chômage et améliorer les conditions socio-économiques des populations.



Association Africa 21 est un *think tank* basé au cœur de la Genève internationale qui entend œuvrer, par l'apport d'une base de faits, d'analyses et par la promotion du débat, à une meilleure compréhension des enjeux internationaux structurant le développement socio-économique durable de l'Afrique (notamment au regard des politiques d'intégration régionale). Il vise par ailleurs à apparaître comme une force de prospective et de proposition compte tenu des dynamiques d'avenir pour le continent.

© Association Africa 21

Site internet: www.africa21.org

Contact: info@africa21.org

Directeur de la stratégie et du développement: Julien Chambolle

Directeur des programmes: Alejandro Gómez

Relecteur: Mohamed Charfi, John Kotsopoulos.

Crédit image: © Túrelío (via Wikimedia-Commons)

A propos de l'auteur:

Julien Chambolle (France) est diplômé en Histoire et Relations Internationales de l'Université Paris IV Sorbonne ainsi que de l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales et du Développement de Genève (IHEID). Au sein d'Africa 21, Julien est responsable de la stratégie et du développement ainsi que de la partie veille & information.

Contact : julien.chambolle@africa21.org

Il a déjà publié une première note pour Africa 21 sur l'UPM:

Note n° 1, l'Union pour la Méditerranée: origines, principes et perspectives

<http://www.africa21.org/wp/wp-content/uploads/2012/11/Africa-21-note-n%C2%B01-l'Union-pour-la-M%C3%A9diterran%C3%A9e-origines-principes-et-perspectives.pdf>

Les positions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement les vues de l'Association Africa 21.

Zone de contacts entre plusieurs civilisations, d'échanges d'hommes et de marchandises de tout temps, la Méditerranée a aujourd'hui à faire face à des enjeux majeurs pour les populations de son pourtour¹. Les inégalités sont fortes et pourtant jamais dans l'histoire, les peuples des deux rives n'ont eu autant besoin les uns des autres. L'Union européenne en a pris conscience avec le lancement du Processus de Barcelone en 1995 (Partenariat euro-méditerranéen), mais l'initiative avec le temps s'est vue comme mal adaptée et délaissée par une partie des pays ciblés².

Conscientes de l'importance des besoins et des opportunités, des organisations de la société civile issues des milieux économiques et de la recherche, ont décidé de réagir; le 22 octobre 2005 un « Appel pour une communauté du monde méditerranéen » est lancé à destination des décideurs politiques européens.

En plein cœur de la campagne pour les élections présidentielles françaises, le 7 février 2007 au meeting de Toulon, Nicolas Sarkozy, plein d'opportunisme et à la recherche de projets pour marquer sa future présidence, reprend cette idée d'Union méditerranéenne, qu'il fait sienne et adopte dans son programme.

A peine élu, en quelques mois la nouvelle présidence française multiplie les réunions préparatoires pour peaufiner les contours du projet et convaincre les partenaires avec plus ou moins de réussite (voir les réticences de l'Allemagne et la mise à l'écart originelle et maladroite des institutions européennes). Deux dates marquent la création de l'Union pour la Méditerranée.

Le 13 juillet 2008 a lieu le sommet fondateur du « Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée » au Grand Palais à Paris³. Ainsi, tout en valorisant les trois domaines de coopération⁴ du Partenariat pour la Méditerranée comme étant des « acquis », les orientations suivantes sont fixées: une union de projets, codécision nord/sud et co-présidence nord/sud avec la France et l'Égypte pour inaugurer le cycle de gouvernance. 6 axes prioritaires sont définis:

- Eau: accès à l'eau potable, dépollution de la Méditerranée, gestion des ressources halieutiques;
- Transports: autoroutes maritimes et terrestres;
- Protection civile pour répondre et prévenir les catastrophes naturelles;
- Education: création d'un réseau universitaire euro-méditerranéen, promotion des échanges universitaires et de la recherche euro-méditerranéenne;
- Énergie: promotion et développement des énergies renouvelables et en particulier du « plan solaire méditerranéen »;
- Économie: initiative méditerranéenne de développement des affaires, création d'un fonds de garantie pour les PME, d'un fonds méditerranéen de co-développement des infrastructures.

Le Sommet ministériel des 3 et 4 novembre 2008 à Marseille, vient compléter la Déclaration de Paris en simplifiant le nom qui devient « Union pour la Méditerranée » et en ajustant l'architecture et le mode de fonctionnement du futur Secrétariat de l'UPM dont le siège est établi à Barcelone⁵.

¹ Voir Alméras Guillaume et Jolly Cécile (2010), « Méditerranée 2030, panorama et enjeux géostratégiques, humains et économiques », Collection Construire la Méditerranée, Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranée (IPEMED), Paris.

http://www.ipemed.coop/adminIpemed/media/fich_article/1315906938_IPEMED_Mediterranee2030.pdf

² Parmi les difficultés suscitées par le Processus de Barcelone, on peut mentionner notamment le fait que l'agenda de cette structure de coopération était essentiellement promu par l'UE comme le démontre notamment le fait que le Comité euro-méditerranéen était critiqué pour son manque de représentativité des intérêts de la rive sud de la Méditerranée. Elisabeth Johansson-Nogués (2012), « the UfM's Institutional Structure: Making Inroads towards 'Co-Ownership' », in: Bicchi, Federica, Gillespie, Richard, « the Union for the Mediterranean », Routledge, London and New York, 2012, pp. 20-21. Voir aussi: Marchetti Andreas, « The EU's Relations with its Mediterranean Neighbours in a Regional Perspective », p. 406.

³ Sommet de l'Union pour la Méditerranée, déclaration commune, Paris 13 juillet 2008.

http://www.africa21.org/wp/wp-content/uploads/2012/11/ufm_paris_declaration1.pdf

Il faut noter à ce titre que l'article 13 de la Déclaration de Paris vient éclaircir les relations institutionnelles de l'UPM avec les programmes existants de l'UE, utilisant le terme de « complémentaire » pour définir ses relations avec les relations bilatérales de l'UE (Accords d'association, Politique de bon voisinage), « cohérent et complémentaire » par rapport à la Stratégie Commune Afrique/UE, mais complètement indépendant de tout processus lié à l'élargissement de l'UE.

⁴ a) dialogue politique, b) coopération économique et libre-échange, c) dialogue humain, social et culturel.

⁵ Déclaration finale de Marseille, 3-4 novembre 2008.

<http://www.africa21.org/wp/wp-content/uploads/2012/11/dec-final-Marseille-UfM.pdf>

Les bases étant jetées, reste à savoir comment l'organisation va développer ses activités et évoluer dans un univers géopolitique complexe et tendu.

De même, plusieurs éléments sont en suspens: comment les Etats membres vont s'approprier le projet? Pas seulement les Etats du Sud mais également ceux du nord. Quelle va être la place des institutions européennes (Commission et Parlement) et l'interaction avec les mécanismes déjà existants (en particulier la politique de bon voisinage, mais aussi la continuité ou la rupture avec les mécanismes du Processus de Barcelone) et d'autres initiatives régionales? De quels financements va bénéficier l'UPM (bien que des sources de financement soient évoquées à l'article 21 de la Déclaration de Paris, aucun engagement n'a jusqu'alors été pris). Enfin reste à connaître la nature des futurs projets mis en place, la rapidité de leur lancement et le degré de satisfaction des populations ciblées.

Autant de défis que l'Union pour la Méditerranée va devoir résoudre en peu de temps.

Crises arabes et stagnations (2008-2011)

Loin d'avoir fait l'unanimité à son départ, l'UPM fait douter de son succès et par la faute d'un lancement maladroit par le président Nicolas Sarkozy, a tendance à susciter des réactions négatives. En effet le contexte est difficile; sur fond de crise économique qui débute en 2008, se plaque un contexte géopolitique très instable: conflit israélo-palestinien (le Président français est vu par certains pays arabes comme trop pro-américain et israélien), question chypriote, du Sahara occidental, enjeux géopolitiques et passé historique entre pays de tradition plus ouvert à l'occident (Turquie, Jordanie, Egypte, Tunisie et Maroc) et d'autres moins (Syrie, Libye, Algérie), enfin il faut souligner le morcèlement du Sud et de l'Est de la Méditerranée, peu intégrés, face à une Union Européenne qui ne semble faire qu'un bloc. Ceci-dit la méfiance ne veut pas dire le refus, surtout quand des partenaires traditionnels aussi importants sont impliqués, sauf comme ce fut le cas pour la Libye, où Mouammar Kadhafi s'est montré hostile y voyant un projet remettant en cause son leadership dans le contexte notamment de l'Union africaine⁶.

La période 2008 à 2011 est marquée sous le sceau de la stagnation pour l'UPM qui va devoir subir crises et revers à succession.

Le premier grand épisode de cette période tumultueuse est l'opération « plomb durci » menée par l'armée israélienne dans la Bande de Gaza entre le 27 décembre 2008 et le 3 janvier 2009, soit quelques jours seulement après la conférence ministérielle de Marseille. Cette opération qui fait 1300 morts -la plupart palestiniens-, réactive des tensions très fortes auprès des états arabes de la région. La Syrie et le Liban sont les pays qui prennent les positions les plus dures à l'égard de l'Etat hébreu. L'Egypte -co-présidente de l'organisation-, sous la pression de sa population et des Etats voisins, demande formellement au nom des pays arabes, la suspension des activités de l'UPM. Conséquence, toutes les réunions officielles et techniques prévues en ce début d'année 2009 sont annulées⁷. Ce qui fait dire à un diplomate non européen, que « l'Union pour la Méditerranée est congelée »⁸.

Cette période de blocage va durer de janvier à avril 2009, alors même qu'aucune discussion portant sur la nomination du Secrétaire Général de l'UPM et de ses adjoints n'a pu encore avoir lieu. Fin mars 2009, le sommet des chefs d'Etat arabes tenu à Doha au Qatar, n'a qu'à peine abordé la question alors que la

⁶ Outre une question de leadership libyen, certains acteurs africains ont soulevé les craintes du financement de l'UPM au détriment de l'aide au développement de l'Afrique Sub-saharienne. La réponse de la présidence française a été d'évoquer la création d'un axe Europe-Afrique dont l'UPM serait le centre ou la clé de voute. Les projets testés au sein de l'organisation et notamment le plan solaire, pourraient être élargis à l'Afrique Sub-saharienne par la suite.

Voir l'interview d'Olivier Stirn dans Jeune Afrique : Interview d'Olivier Stirn (31 mai 2010), Jeune Afrique.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2576p068-069.xml1/>

⁷ Beaugé Florence, Nougayrède Natalie (28.02.2009), « l'Union pour la Méditerranée subit un coup d'arrêt depuis la guerre de Gaza », Le Monde.

⁸ Idem.

situation au Proche-Orient et le mandat d'arrêt de la CPI contre le président soudanais Omar Al-Bashir vampirisaient toute l'attention⁹.

Petit à petit, et de manière informelle, la situation va se débloquer une première fois, tout d'abord dans le cadre du Sommet « 5+5 » de Cordoue en Espagne le 21 avril 2009 où les Etats de la Méditerranée occidentale vont se mettre d'accord pour « surmonter les obstacles¹⁰ » au développement de l'UPM. L'idée première à court terme étant de réussir à réunir tous les Etats participants autour d'une table. C'est chose faite au niveau interministérielle –mais de manière informelle toujours- le 25 juin 2009 à Paris, où une réunion portant sur le développement durable est organisée. Cette dernière a pour but de « coordonner les politiques nationales des 43 pays membres de l'UPM en matière d'écologie, avec quatre enjeux majeurs que sont la gestion de l'eau, les transports, l'énergie et le développement urbain¹¹ ». Une quinzaine de ministres sont présents dont ceux de France, d'Egypte, mais également d'Israël et de Palestine ! Cette réunion est l'occasion d'examiner plus de 200 projets et d'en sélectionner cinq à lancer en premier pour un montant d'un milliard d'euros¹² (extension d'une station d'épuration au Caire qui traitera les eaux usées de 2 millions de personnes, construction d'une centrale solaire au Maroc, pompes d'irrigation à énergie solaire en Tunisie, projet d'adduction d'eau à Gaza, etc.). Les réactions positives à l'issue de ce sommet « informel » font penser à un avenir plus radieux pour l'organisation. Ainsi le ministre israélien de l'environnement parle « d'un pas en avant très important », son homologue égyptien déclare « la nécessité de réactiver l'Union pour la Méditerranée dans ses aspects techniques et sectoriels » en ajoutant « qu'à l'origine l'UPM n'a pas été conçue pour résoudre le conflit israélo-palestinien ni les conflits entre deux pays, mais pour renforcer le tissu de relations »¹³; pour le Maroc, la relation euro-méditerranéenne est « plus pertinente que jamais (...) et la relance immédiate est plus qu'impérative¹⁴ », pour M. Guaino, le conseiller spécial du Président français, « il y a quelques mois, personne n'aurait parié sur nos chances de parvenir à monter une réunion de ce genre (...) elle dément ceux qui veulent toujours que tout échoue. On peut dire que l'UPM est relancée »¹⁵.

Dans la suite de Paris, a lieu les 20 et 21 juillet 2009, à Milan, le Forum économique et financier de l'Union pour la Méditerranée qui permet de passer en revue les problèmes et les solutions permettant de diminuer les disparités entre les rives de la grande bleue¹⁶. Enfin, Les 11 et 12 novembre 2009 à Marrakech au Maroc, a lieu la Conférence programme sur le rôle des femmes en Méditerranée qui accouche d'une Déclaration politique sur l'égalité homme/femme et par la création d'une fondation des femmes pour la Méditerranée, qui accueillera un Observatoire euro-méditerranéen sur les violences faites aux femmes.

Ceci-dit, la situation n'est pas aussi fameuse qu'elle y paraît; en effet, au début de l'année 2009 les élections législatives en Israël ont provoqué la création d'une coalition gouvernementale avec l'apport du parti d'extrême droite de M. Avidgor Lieberman, provocateur patenté et pro-colonisateur, qui devient ministre des Affaires étrangères. Un sommet des ministres des affaires étrangères de l'UPM devait avoir lieu à Istanbul les 24 et 25 novembre 2009, or comme « les ministres des pays arabes [et en particulier l'Egypte, pour qui Lieberman avait eu quelques temps auparavant des mots extrêmement durs] ont en effet refusé de siéger aux côtés de leur homologue israélien¹⁷ », ce dernier a été tout simplement annulé¹⁸.

⁹ Colin Stéphanie (juin 2009), « L'Union pour la Méditerranée : progrès, difficultés et marche à suivre », Eclairage, Volume 8, Numéro 5.

<http://ictsd.org/i/news/eclairage/47745/>

¹⁰ De Broqua Aliette (23 avril 2009), « L'Europe tente de relancer l'Union pour la Méditerranée », Econostrum. http://www.econostrum.info/L-Europe-tente-de-relancer-l-Union-pour-la-Mediterranee_a1085.html

¹¹ Jarrassé Jim (26 juin 2009), « L'Union pour la Méditerranée reprend vie », L'Express.

¹² Il s'agit d'un engagement et non de quelque chose d'effectif pour l'heure.

¹³ « Relance de l'Union pour la Méditerranée » (3 juillet 2009), Medea.be.

<http://www.medeabe.be/2009/07/relance-de-l%E2%80%99union-pour-la-mediterranee-2/>

¹⁴ Idem.

¹⁵ Dupont Gaëlle (26 juin 2009), « L'Union pour la Méditerranée tente de se relancer grâce au développement durable », Le Monde.

¹⁶ Heuzé Richard (21 juillet 2009), « L'UPM parie sur l'énergie pour se relancer », Le Figaro.

<http://www.lefigaro.fr/economie/2009/07/21/04001-20090721ARTFIG00342-l-upm-parie-sur-l-energie-pour-se-relancer-phi>

¹⁷ Del Picchia Rober, « Réunion du mercredi 15 septembre 2010, Communication concernant: Politique de coopération, Situation de l'Union pour la Méditerranée », Sénat français.

<http://www.senat.fr/europe/r15092010.html>

¹⁸ Le 13 décembre 2009 Lieberman impliqué dans un scandale politique démissionnera du gouvernement israélien.

En souffrance depuis plusieurs mois, la nomination du Secrétaire Général fait un grand pas en avant le 5 janvier 2010 au Caire, lors d'une réunion en comité restreint (France, Egypte, Tunisie, Jordanie) portant sur l'évolution institutionnelle de l'UPM. Bien que la Tunisie ait eu les faveurs de la France, c'est bien le candidat jordanien qui l'emporte¹⁹.

Le 25 janvier 2010 Ahmad Massadeh, ancien ambassadeur de Jordanie à Bruxelles est officiellement nommé comme Secrétaire Général. Il entre en fonction le 4 mars 2010 lors d'une cérémonie d'installation au Palais de Pedralbès à Barcelone²⁰. Cette nomination est un pas positif vers l'installation définitive de l'UPM dans le paysage international. En effet, le Secrétaire Général se trouve au cœur du dispositif de l'organisation, en charge du plan de travail, de la coordination des projets et des partenaires, de préparer et suivre le budget de l'organisation²¹. Maintenant l'UPM a un visage.

Cependant le blocage continue. La Conférence ministérielle sur l'eau du 13 avril 2010, sujet central pour l'organisation, aboutit sur un échec toujours pour les mêmes raisons, les pays n'arrivant pas à se mettre d'accord et se renvoient la balle, alors qu'une véritable stratégie pour l'eau en Méditerranée devait être adoptée²². Plusieurs conférences thématiques ont lieu entre avril et mai 2010 sur l'enseignement supérieur, la justice, le tourisme et le Plan solaire méditerranéen.

Mais la date à retenir en ce milieu d'année, est le 20 mai 2010, avec le vote au Parlement européen du rapport de la Commission des affaires étrangères dont le rapporteur est l'Euro-député Vincent Peillon, portant sur la relance de l'Union pour la Méditerranée²³. Ce rapport propose une plus grande implication des institutions de l'UE à destination de la Méditerranée (définition d'une stratégie à long terme), un soutien financier clair, et la capacité d'offrir à l'UE une véritable dimension régionale et multilatérale à ses relations méditerranéennes²⁴. Une grande attente repose sur le prochain sommet des chefs d'Etat de l'UPM prévu les 6 et 7 juin 2010 à Barcelone, afin d'éclaircir ces points.

Autre bonne nouvelle pour l'UPM, la présidence française annonce le 26 mai 2010 la création d'un fonds d'investissement nommé « Inframed », doté au départ de 385 millions d'euros (et à terme 1 milliards d'euros) qui a pour but de financer des projets « d'infrastructures urbaines, énergétiques et de transports durables » sur les rives Sud et Est de la Méditerranée²⁵.

Une nouvelle crise va venir doucher tous les espoirs d'une relance rapide du processus. Le 31 mai 2010 une flottille humanitaire en provenance de Turquie et à destination de la Bande de Gaza sous blocus israélien est arraisonnée de manière brutale par les forces spéciales israéliennes dans les eaux internationales, faisant plusieurs morts, et provoquant la colère du gouvernement turc contre Israël.

¹⁹ Barluet Alain (6 janvier 2010), « L'Union pour la Méditerranée en mal de soutiens », Le Figaro.

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/01/06/01003-20100106ARTFIG00389-l-union-pour-la-mediterranee-en-mal-de-soutiens-.php>

²⁰ En présence des ministres des affaires étrangères de France, Bernard Kouchner, d'Espagne, Miguel Angel Moratinos, d'Egypte, Ahmed Aboul Gheit, du Commissaire européen en charge de l'élargissement et de la politique européenne de bon voisinage Stefan Füle et du Secrétaire Général de la Ligue Arabe Amr Moussa.

²¹ Vlasto Dominique, « questions parlementaires, 6 décembre 2010, Financement du secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée », Parlement européen.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+WQ+E-2010-010122+0+DOC+XML+V0//FR>

²² Jais Sarah (27 avril 2010), « L'UE cherche à relancer l'Union pour la Méditerranée », Euractiv.

http://www.euractiv.fr/international/elargissement-0article20100426ue_cherche_relancer_union_pour_la_mediterranee_66963-4401.html

²³ Peillon Vincent (rapporteur, 3 avril 2010), « rapport sur l'Union pour la Méditerranée (2009/2215 (INI)) », Commission des affaires étrangères du Parlement Européen.

<http://sudest.europarl.fr/ressource/static/files/PE439184v02-00FR.pdf>

²⁴ « Résolution du Parlement européen du 20 mai 2010 sur l'Union pour la Méditerranée (2009/2215(INI)) » (20 mai 2010), Strasbourg.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&language=FR&reference=P7-TA-2010-0192>

²⁵ Seghier Carine (27 mai 2010), « Union pour la Méditerranée : le fonds d'infrastructure InfraMed se dote de 386 M€ », Actu-environnement.com.

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/fond-caisse-depot-inframed-10307.php4>

Verluisse Pierre (16 juin 2010), « L'Union pour la Méditerranée deux ans après le Sommet de Paris », Diploweb.

<http://www.diploweb.com/L-Union-pour-la-Mediterranee-deux.html>

Les participations au fond sont les suivantes : Caisse des Dépôts et Consignation 150 millions d'euros, Cassa di positi e Prestiti 150 millions d'euros, Caisse des Dépôts et Gestion 20 millions d'euros, EFG Hermès 15 millions d'euros et la Banque Européenne d'Investissement 50 millions d'euros.

Conséquence directe, l’Egypte annonce le report pour la fin de l’année du Sommet des chefs d’Etat qui devait avoir lieu à Barcelone. La partie « politique » de l’initiative méditerranéenne est dans l’impasse.

La France et l’Egypte essayent de réorganiser ce sommet en novembre 2010, mais la reprise du programme de colonisation israélienne en octobre, vient finir d’ôter tout espoir pour l’année 2010²⁶.

En attendant les affaires courantes continuent avec la tenue d’une réunion ministérielle sur l’agriculture et le développement durable au Caire les 15 et 16 juin 2010, le lancement du projet Transgreen pour la mise en place d’un réseau d’électricité transméditerranéen le 5 juillet 2010, la remise du Rapport Milhaud²⁷ à la présidence française pour la création d’une banque de développement méditerranéenne et le 21 novembre 2010, la tenue de la 2^e Conférence ministérielle sur l’emploi et le travail dans l’espace euro-méditerranéen à Bruxelles, avec la création d’un Observatoire euro-méditerranéen pour la promotion du travail décent, la sécurité et la santé au travail.

La démission d’Ahmed Massadeh de son poste de Secrétaire général de l’UPM le 21 janvier 2011 –quasi anecdotique- vient clore la fin d’un cycle négatif pour l’institution; dans un communiqué de presse il exprime des « conditions qui ont changé », témoignage d’une lassitude face à la paralysie et au manque de moyens financiers et humain du Secrétariat²⁸ face aux défis que doit relever l’UPM et l’immensité de la tâche.

Le bilan de ces premières années est maigre à cause des tensions récurrentes et prévisibles entre membres qui entravent le bon fonctionnement de l’institution (crise israélo-palestinienne), impliquant un retard dans la mise en place du Secrétariat et sa fragilisation immédiate. De même au départ le manque d’implication financière de l’Union européenne a été flagrant et des Etats membres tels que l’Allemagne (qui préfère regarder à l’est), la Turquie ou l’Algérie ne s’impliquent pas dans l’initiative créant le sentiment d’une structure à deux vitesses. Beaucoup de réunions thématiques, quelques déclarations officielles, des lancements d’études préparatoires et la sélection de quelques projets, voilà en résumé ce que l’on peut dire pour la fin de l’année 2010.

Cependant des événements imprévus vont complètement changer la donne.

Printemps arabe et relance (2011-2012)

En effet, le Printemps arabe, que personne n’avait vu venir, va avoir des conséquences indirectes et positives pour l’Union pour la Méditerranée en remettant sur le devant de la scène internationale l’espace méditerranéen, et en obligeant les acteurs de l’Union européenne à revoir leur regard sur cette région.

Entre décembre 2010 et avril 2011 c’est la quasi-totalité des pays arabes, à l’exception du Qatar, qui connaissent des troubles sociaux, débouchant parfois sur la chute des régimes et la guerre civile, mais aussi sur des réformes et des changements constitutionnels. L’événement date est l’immolation à Sidi Bouzid, d’un jeune désespéré Mohamed Bouazizi, qui va provoquer des protestations de masses et la fuite du dirigeant tunisien Ben Ali le 14 janvier en Arabie Saoudite. Des manifestations de masse ont lieu à partir du 26 décembre en Algérie, du 25 janvier en Egypte, du 30 janvier au Maroc, du 13 février en Libye. Après Ben Ali, c’est le président égyptien Hosni Moubarak qui démissionne le 11 février. En

²⁶ « Sarkozy et Moubarak proposent un sommet de l’Union pour la Méditerranée en novembre » (30 août 2010), Le Point.fr, http://www.lepoint.fr/monde/sarkozy-et-moubarak-proposent-un-sommet-de-l-union-pour-la-meditteranee-en-novembre-30-08-2010-1230155_24.php

Mateo Francis (10 novembre 2010), « le sommet de Barcelone de l’Union pour la Méditerranée semble très compromis », Econostrum.

http://www.econostrum.info/Le-sommet-de-Barcelone-de-l-Union-pour-la-Mediterranee-semble-tres-compromis_a3811.html

²⁷ Milhaud Charles, « Commission sur le financement du co-développement en Méditerranée, rapport au Président de la République ».

<http://fr.slideshare.net/soniabess/rapport-milhaud>

²⁸ « L’Union pour la Méditerranée décapitée » (26 janvier 2011), Le Nouvel Observateur.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20110126.OBS6993/l-union-pour-la-meditteranee-decapitee.html>

Libye, les manifestations et émeutes débouchent sur la guerre civile, une intervention occidentale sous mandat de l'ONU à partir du 18 mars 2011, la fuite du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi de Tripoli le 23 août et sa mort à Syrte le 20 octobre 2011. Tout est allé très vite et a surpris le reste du monde. Le manque de libertés individuelles et publiques, la prédation économique des élites dirigeantes, le chômage, la misère, le coût de la vie élevé ainsi qu'un besoin de véritable démocratie sont autant de facteurs qui ont poussé au soulèvement des populations et à la propagation du mouvement.

Face à ces besoins, les Etats de la rive Nord de la Méditerranée doivent réagir pour accompagner au mieux le Printemps arabe; d'autant plus que les Etats européens et l'UE ont tardé à réagir; la France allant jusqu'à soutenir jusqu'au dernier moment l'ancien président tunisien Ben Ali. La relance de l'UPM intervient donc à un moment clé et opportun.

La co-présidence française qui se retrouve seule après la chute du régime égyptien, décide de réagir. Une réorientation stratégique est effectuée à la faveur de l'arrivée du nouveau ministre des affaires étrangères française Alain Juppé. Lors d'une allocution télévisée le 27 février 2011, Nicolas Sarkozy déclare que « le moment est venu de refonder l'UPM à la lumière des événements considérables que nous vivons²⁹ ».

Pour Alain Juppé, lors de son discours d'arrivée au Quai d'Orsay, le 1^{er} mars 2011, l'UPM est « une initiative prémonitoire³⁰ », il « est dans notre intérêt de faire en sorte que le développement sur les deux rives permette aux citoyens du Sud de vivre chez eux, sur leurs terres, dans leur pays et d'y trouver la paix, la liberté, le travail et la prospérité qu'ils sont en droit d'attendre (...) C'est ce que nous allons faire en relançant l'UPM, avec le soutien de tous les pays de l'UE³¹ ».

Redonner un nouvel élan, associer de manière plus intensive l'UE, remettre sur pied l'institution UPM vont être les leitmotifs de la co-présidence française à partir de maintenant.

Le 15 mai 2011, le Maroc présente son candidat au poste de Secrétaire général lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères arabes méditerranéens en marge d'une réunion de la Ligue arabe. Le candidat marocain, Youssef Amrani, Secrétaire général du ministère marocain des Affaires étrangères et de la coopération recueille l'unanimité des votes³². Le 25 mai 2011 la candidature est acceptée par les hauts fonctionnaires des pays membres de l'UPM. Le 5 juillet 2011 il entre officiellement en fonction à Barcelone, lors d'une cérémonie en présence des ministres des affaires étrangères d'Espagne, de France, d'Egypte et du Maroc³³.

Autre signe fort, les 17 et 18 mai 2011 ont lieu les 4^e rencontres du groupe des experts de l'eau sur l'UPM, commission qui vote à l'unanimité (avec le vote israélien) son soutien au projet de traitement des eaux de Gaza (entre autre une usine de dessalement pour donner de l'eau potable à 1,6 millions d'habitants)³⁴, pour un montant de 400 millions d'euros.³⁵ Le 12 juin il est confirmé à l'unanimité (« labellisé ») par les ambassadeurs des pays membres, à charge maintenant au Secrétariat de réunir les financements³⁶.

²⁹ Nabli Bélich (7 mars 2011), « déconstruction et reconstruction de l'Union pour la Méditerranée ? » Affaires Stratégiques. <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article4749>

³⁰ « Juppé veut refonder l'UPM » (1^{er} mars 2011), Le Figaro.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/01/97001-20110301FILWWW00420-juppe-veut-refonder-l-upm.php>

³¹ « Juppé souhaite relancer l'UPM » (2 mars 2011), Le Figaro.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/02/97001-20110302FILWWW00563-juppe-souhaite-relancer-l-upm.php?cmtpage=1>

³² « Maroc et Tunisie en course pour l'Union méditerranéenne » (18 mai 2011), Slate Afrique.

<http://www.slateafrique.com/2139/maroc-tunisie-candidature-union-mediterraneenne>

³³ Mateo Francis (5 juillet 2011), « Youssef Amrani ouvre un nouveau chapitre de l'Union pour la Méditerranée », Econostrum.

http://www.econostrum.info/Youssef-Amrani-ouvre-un-nouveau-chapitre-de-l-Union-pour-la-Mediterranee_a6398.html

³⁴ Sur proposition de la France de l'Italie et de la Grèce.

³⁵ Mateo Francis (20 mai 2011), « l'UpM mobilise 400 M€ pour assainir l'eau à Gaza », Econostrum.

http://www.econostrum.info/L-UpM-mobilise-400-M-pour-assainir-l-eau-a-Gaza_a5806.html

³⁶ « Union pour la Méditerranée - Projet d'usine de dessalement à Gaza » (24 juin 2011), Diplomatie.gouv.fr.

Le 37^e sommet du G8 des 26 et 27 mai à Deauville en France, vient affirmer la volonté de soutenir les pays du Printemps arabe, avec l'annonce du déblocage de 40 milliards d'euros pour aider et accompagner les changements en Egypte et Tunisie³⁷.

Lors de plusieurs interviews dans la presse, dans les semaines qui suivent sa prise de poste, Youssef Amrani a l'occasion de préciser les nouvelles orientations de l'UPM qui servira à :

« (...) à la mise en place de grands projets régionaux, en symbiose avec les partenariats et les processus existants qu'elle n'a nullement vocation de remplacer (...) ».

« Un développement économique et social équilibré: il faut créer un environnement propice à la création d'entreprises, favoriser le transfert de savoir-faire et de compétences, soutenir spécifiquement les régions les plus défavorisées (...) ».

Créer « des plateformes structurées pour développer les grandes initiatives de coopération et d'intégration régionales (...) et pour initier des amorces de politiques sectorielles euro-méditerranéennes (...) ».

Basé sur de « nouveaux outils de financement(...), avec la Commission européenne et les institutions financières spécialisées telle que la Banque européenne d'investissements, fonds d'assistance technique, mécanismes de garanties facilitant les initiatives du secteur privé et amortissant le risque politique³⁸ ».

Le Secrétariat de l'UPM va se montrer très actif dans la deuxième partie de 2011: visite au Caire le 22 août 2011 au Secrétaire de la Ligue Arabe, Nabil Al-Arabi, afin de renforcer la coopération euro-méditerranéenne³⁹; labellisation de diplômes universitaires « euro-méditerranéens » dans le cadre du développement de l'éducation supérieure et de la recherche en Méditerranée le 15 septembre; mise en place le 27 septembre d'un groupe de travail de « haut niveau » avec pour mission de réfléchir sur l'avenir des relations méditerranéennes et sur la nouvelle politique de voisinage de l'UE en direction de la rive sud⁴⁰. Lors de sa visite à Paris 13 octobre 2011 Amrani ajoute que l'UPM peut être un outil vers « l'intégration au niveau du Maghreb », la nécessité de lancer des projets « qui ont un impact sur la création d'emploi au sud⁴¹ ».

Le regain d'optimisme général se concrétise les 7 et 8 novembre 2011 dans le cadre de la réunion ministérielle au Conseil de l'Europe à Strasbourg sur le développement durable. Le but général est de « favoriser la mise en place d'une gouvernance nationale multi-niveaux susceptible d'apporter des réponses aux défis auxquels les villes et les régions euro-méditerranéennes sont confrontées », la première étape passant à Strasbourg par l'adoption d'une « Déclaration rappelant les enjeux liés à l'élaboration d'une stratégie urbaine durable euro-méditerranéenne énonçant des principes de mise en

³⁷ Rolland Sylvain 31 mai 2011), « le printemps arabe est l'occasion de refonder l'Union pour la Méditerranée », La Tribune.fr. <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20110531trib000625838/le-printemps-arabe-est-l-occasion-de-refonder-l-union-pour-la-meditteranee.html>

« L'UPM se félicite des objectifs du Partenariat de Deauville » (21 septembre 2011), Biladi. <http://biladi.ma/1117732-l-upm-se-felicite-des-objectifs-du-partenariat-de-deauville.html>

³⁸ Amrani Youssef (13 septembre 2011), « une nouvelle ère s'ouvre pour l'Union pour la Méditerranée », Le Monde. http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/09/13/avec-le-printemps-arabe-une-nouvelle-ere-s-ouvre-pour-l-union-pour-la-meditteranee_1571158_3232.html

³⁹ « Le SG de l'UPM examine à Tunis la promotion de la coopération économique dans l'espace euro-méditerranéen » (27 juillet 2011), AuFaitMaroc. <http://www.aufaitmaroc.com/monde/maghreb/2011/7/27/le-sg-de-lupm-examine-a-tunis-la-promotion-de-la-cooperation-economique-dans-lespace-euro-meditteraneen#.UYvN30qOtAJ>

⁴⁰ « Union pour la Méditerranée (UpM). Bientôt un panel pour réfléchir à l'avenir de la région » (28 septembre 2011), AuFaitMaroc. <http://www.aufaitmaroc.com/actualites/maroc/2011/9/28/bientot-un-panel-pour-reflechir-a-lavenir-de-la-region#.UYvPdEqOtAJ>

⁴¹ « Intégration intermaghrébine. Le Maroc est un acteur essentiel de l'UPM » (13 octobre 2011), Le Matin, 13 octobre.

œuvre et définissant des axes de travail⁴² ». 15 ministres, 35 délégations et 145 participants ont fait le déplacement à cet événement de deux jours⁴³.

D'autres projets en fin d'années sont labellisés ou font l'objet d'un accord, notamment LOGISMEDTA pour la création d'un réseau euro-méditerranéen de plateformes logistiques ou encore Medgrid dans le cadre du Plan solaire Méditerranéen.

L'organisation est bien lancée, à tel point que lorsque le 3 janvier 2012 Youssef Amrati est nommé dans le nouveau gouvernement de coalition au Maroc et qu'il démissionne de son poste de Secrétaire Général, l'institution continue de fonctionner normalement, un secrétaire par intérim étant choisi en attendant une nouvelle nomination qui se fera assez rapidement.

Chose faite le 10 février 2012 à l'unanimité lors d'une réunion des hauts fonctionnaires de l'UPM; c'est de nouveau un marocain qui est choisit, Fathallah Sijilmassi, ancien directeur de l'Agence marocaine de développement des investissements et ancien ambassadeur du Maroc à Bruxelles.

L'année 2012 est celle du rapprochement des institutions européennes de l'Union pour la Méditerranée. C'est un fait décisif dans le développement de l'organisation. Comme l'avait suggéré le ministre des affaires étrangères françaises Alain Juppé, et l'ancien secrétaire général Youssef Amrani, les ministres européens des affaires étrangères réunis à Bruxelles ont décidé de confier la co-présidence nord de l'UPM à l'UE, décision effective le 1^{er} mars 2012.

Conséquences, l'UE renforce la cohérence de son action bilatérale de soutien aux transitions avec une capacité nouvelle au niveau régional dans le cadre de l'UPM⁴⁴ -confirmant le rôle central de l'UE dans l'accompagnement des changements en cours au sud de la Méditerranée. Cette passation pérennise les financements pour le développement des projets. Les réunions des ministres des affaires étrangères seront dorénavant co-présidées par Catherine Ashton, la Haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la sécurité, et le Service européen pour l'action extérieure, qui assurera la co-présidence nord de l'UPM lors des réunions de hauts responsables⁴⁵.

Deux tendances vont se distinguer dans les mois à venir: 1) renforcement des partenariats et du dialogue avec les membres, 2) action ciblée sur des programmes phares.

En effet, les projets liés au Plan solaire méditerranéen connaissent un coup d'accélérateur. Le 27 janvier 2012, est signé un mémorandum d'accord entre l'UPM et Medgrid⁴⁶. Le 16 mars 2012, la Commission européenne approuve formellement l'initiative de préparation des projets du Plan solaire méditerranéen dans le cadre de la facilité d'investissement de la politique de voisinage ouvrant la voie à une assistance technique ciblée et à la facilitation de financement pour les énergies durables au Maroc, Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Syrie, Tunisie, Israël et Palestine⁴⁷. Le 16 mai 2012, deux nouveaux protocoles d'accord sont signés à Marrakech, d'une part avec le consortium Dii (Desertec, regroupant 56 partenaires industriels de 15 pays différents) et d'autre part avec l'Observatoire Méditerranéen de

⁴² Collet Philippe (14 novembre 2011), « l'Union pour la Méditerranée adopte une déclaration sur le développement urbain durable », Actu-Environnement.com.

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/upm-strategie-urbanisme-durable-14102.php4>

⁴³ « Union pour la Méditerranée: première réunion ministérielle sur le développement urbain durable » (18 novembre 2011), DATAR.

<http://www.datar.gouv.fr/union-pour-la-meditteranee-premiere-reunion-ministerielle-sur-le-developpement-urbain-durable>

⁴⁴ Dubessy Frédéric (29 février 2012), « la France n'est plus co-présidente de l'Union pour la Méditerranée », Econostrum. http://www.econostrum.info/La-France-n-est-plus-co-presidente-de-l-Union-pour-la-Mediterranee_a9171.html

⁴⁵ Khalifa Wajdi, « la France cède la coprésidence de l'Union pour la Méditerranée », Kapitalis.

<http://www.kapitalis.com/politique/maghreb/8651-la-france-cede-la-copresidence-de-lunion-pour-la-meditteranee.html>

« Union pour la Méditerranée. Transmission de la co-présidence nord de l'UPM à l'Union européenne » (1 mars 2012), France Diplomatie.

⁴⁶ Mateo Francis (27 janvier 2012), « l'UpM et Medgrid donnent un nouvel élan au Plan Solaire Méditerranéen », Econostrum.

⁴⁷ « UpM: l'initiative de préparation des projets du Plan solaire méditerranéen approuvée formellement » (20 mars 2012), Le Matin. http://www.lematin.ma/express/UpM_Mise-en-oeuvre-du-Plan-solaire-mediterraneen-/164188.html

l'Energie pour un échange d'information concernant les questions énergétiques et leurs dynamiques au sein des pays méditerranéens⁴⁸.

On peut citer également d'autres projets lancés cette année comme: « Skills for success-Employability skills for women⁴⁹, la création d'une université Euro-méditerranéenne à Fès au Maroc ou encore la « gouvernance et mobilisation des financements pour le secteur de l'eau »⁵⁰.

Le renforcement des partenariats passe par la rencontre et la signature d'un protocole d'accord le 26 avril 2012 du Secrétaire Général de l'UPM, Fathallah Sijilmassi, et du Président de la Banque Européenne d'Investissement, Werner Hoyer, à Luxembourg pour affirmer la coopération sectorielle en supportant les projets prioritaires de l'UPM et dans un premier temps en fournissant 500 millions d'euros pour les projets les plus avancés⁵¹.

Sijilmassi voyage également dans les semaines suivantes auprès des principaux pays cibles du sud de la Méditerranée, Maroc en mai, Tunisie en juin et en septembre en Egypte.

Le 3 juillet 2012 à Barcelone, la candidature Jordanienne au poste de la co-présidence, en remplacement de l'Egypte, est unanimement approuvée par les représentants des 43 pays membres de l'UPM.⁵²

Lors de la Semaine économique de la Méditerranée à Marseille (16-20 octobre 2012), Sijilmassi a l'occasion de revenir sur sa vision pour le développement de l'UPM, autour de trois points, confirmant les orientations de son prédécesseur:

- intégration régionale, sud-sud et nord-sud;
- Politiques favorisant la création de petites et moyennes entreprises dans les pays du sud de la Méditerranée notamment grâce à l'accès au financement et mécanismes de garantie;
- Développer une véritable stratégie de promotion économique méditerranéenne pour attirer les investissements étrangers⁵³.

Comme le répète à plusieurs reprises Sijilmassi, l'UPM de 2012 n'a plus rien à voir avec celle de 2008. L'organisation bénéficie d'une vision et d'une stratégie claire, les financements sont dorénavant assurés grâce aux institutions européennes, le cadre institutionnel est établi et consolidé (co-présidences UE/Jordanie, secrétariat stable et qui fonctionne), des projets sont étudiés, labellisés, financés et lancés (mise en place d'une méthode de travail), et doivent commencer à porter leurs fruits dès 2013.

Faire le point sur les projets lancés durant cette période

Un bilan d'étape du fonctionnement de l'UPM, qui se veut une union de projets, ne saurait être complet sans énumérer le lancement des principales initiatives thématiques.

Détail qui a son importance, il faut rappeler qu'il s'agit d'une union volontariste; ce sont les pays qui s'accaparent les projets, et non quelque chose imposé par la structure. Cette démarche permet de lancer plus facilement les projets et évite par conséquent tout blocage d'un pays. Ceci explique

⁴⁸ «The UfM secretariat in MENAREC for the first time : the Mediterranean Solar Plan reaches a new stage» (16 mai 2012), UfM Secretariat.

⁴⁹ «L'Union pour la Méditerranée soutient un projet de développement des compétences des femmes» (3 juillet 2012), ENPI. http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id=29552&id_type=1&lang_id=469

⁵⁰ Cohen-Krawczyk Alain (3 juillet 2012), «UpM: L'Egypte cède le flambeau à la Jordanie», LaLettreMed. <http://www.lalettremed.com/3112-upm-legypte-cede-le-flambeau-a-la-jordanie.html>

⁵¹ «The UfM Secretariat launches the Euro-Mediterranean Guarantee Network (EMGN)» (19 mars 2012), UfM Secretariat. <http://ufmsecretariat.org/the-ufm-secretariat-launches-the-euro-mediterranean-guarantee-network-emgn/>

⁵² «La BEI réaffirme son soutien aux projets de l'UpM» (2 mai 2012), ENPI.

⁵³ Cohen-Krawczyk Alain (4 juillet 2012), «UpM: L'Egypte cède le flambeau à la Jordanie», LaLettreMed. <http://www.lalettremed.com/3112-upm-legypte-cede-le-flambeau-a-la-jordanie.html>

⁵³ Tur Gérard (22 octobre 2012), «l'UPM et la question de l'emploi», Econostrum. http://www.econostrum.info/L-UpM-et-la-question-de-l-emploi_a12249.html

également que certains pays soient plus mobilisés dans leur lancement que d'autres (les plus dynamiques étant sans conteste le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie).

Les projets peuvent être initiés aussi bien par un pouvoir public, un consortium d'entreprises, une organisation économique ou une ONG à portée Euro-méditerranéenne.

Tous les projets, qui entrent dans le cadre du développement de l'UPM (thèmes prioritaires) ont eu à subir le même processus: réception du projet et analyse par un comité thématique d'experts qui l'avalise et le transmet au comité de haut niveau qui vote sa labellisation. Le Secrétariat s'emploie ensuite à faciliter sa promotion au niveau financier en contactant les institutions et les banques de financement et en aidant à franchir tous les obstacles et difficultés qui se présentent. Une fois le projet lancé, le Secrétariat s'assure de sa mise en œuvre et du respect des critères liés à la labellisation⁵⁴.

Les thèmes ont légèrement évolué depuis le lancement de l'UPM en 2008; la sécurité civile s'est élargit aux affaires sociales et civiles, les transports ont gagné le développement urbain. Ces thématiques sont au nombre de six:

a) Développement économique

- Initiative méditerranéenne pour les emplois (Med4jobs) lancé en janvier 2013, et qui a pour but de renforcer la capacité de création d'emplois dans les pays du sud⁵⁵.
- Centre de développement euro-méditerranéen pour les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises, qui a pour but de soutenir le développement du commerce à travers un réseau de 20 agences publiques et privées du Sud et de l'Est de la Méditerranée, à l'initiative de la Chambre de commerce de Milan et du gouvernement italien (EMDC, Euro-mediterranean Development Center for MDMEs)⁵⁶.
- Création d'un Observatoire euro-méditerranéen pour la promotion du travail décent, la sécurité et la santé au travail, suite à la Conférence ministérielle sur l'emploi et le travail dans l'espace euro-méditerranéen à Bruxelles le 21 novembre 2010.

b) Transports et développement urbain

- Autoroute Trans-Maghreb (3447 km) entre Rabat, Alger et Tunis à laquelle il manque à l'heure actuelle 102 km pour être finalisée. « Ce projet renforcera le développement du commerce régional en facilitant et sécurisant les flux de marchandises. Une plus grande intégration entre les marchés des transports de la Méditerranée pourra rendre les réseaux de transport plus rapides, moins chers et fonctionnels pour le bénéfice des citoyens et le développement des affaires. De plus, plus de 97% de la population de ces pays pourrait bénéficier de cette connexion, donnant une grande visibilité à ce projet⁵⁷ ».
- Développement des autoroutes de la mer.
- LOGISMEDTA, le but de ce projet est de créer un réseau Euro-méditerranéen de plateformes logistiques, travaillant toutes avec des critères de qualité communs conformes avec les meilleurs standards internationaux. L'objectif final est de mettre en place une industrie logistique plus forte et compétitive et un climat des affaires propice au développement de ce secteur. Le

⁵⁴ « L'Union pour la Méditerranée soutient un projet de développement des compétences des femmes » (3 juillet 2012), ENPI. http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id=29552&id_type=1&lang_id=469

⁵⁵ « Mediterranean initiative for jobs (Med4jobs) » (5 février 2013), UfM Secretariat.

<http://ufmsecretariat.org/mediterranean-initiative-for-jobs-med4jobs/>

⁵⁶ « L'UpM soutient l'accord de coopération visant à renforcer les échanges entre les organisations européennes et marocaines de soutien aux petites entreprises » (22 novembre 2012), ENPI.

<http://enpi-info.eu/medportal/news/latest/31187/L%E2%80%99UpM-soutient-l%E2%80%99accord-de-coop%C3%A9ration-visant-%C3%A0-renforcer-les-%C3%A9changes-entre-les-organisations-europ%C3%A9ennes-et-marocaines-de-soutien-aux-petites-entreprises>

<http://ufmsecretariat.org/euro-mediterranean-development-center-for-micro-small-and-medium-enterprises/>

⁵⁷ « Ufm labelled project on the « completion of the central section of the Trans-Maghreb motorway axis » to enhance regional trade » (10 février 2012), UfM Secretariat.

<http://ufmsecretariat.org/the-completion-of-the-central-section-of-the-trans-maghreb-motorway-axis/>

Barcelona J.E (5 mars 2012), « the completion of construction works in Maghreb motorways will increase commerce with Europe », UfM Secretariat.

<http://ufmsecretariat.org/the-completion-of-the-central-section-of-the-trans-maghreb-motorway-axis/>

renforcement des structures de formation des pays du sud méditerranéen est un élément clé du projet⁵⁸.

- Initiative pour le financement de projets urbains, un outil financier opérationnel pour les projets urbains, soutenu par la BEI, l'AFD et le Secrétariat de l'UPM, dans la suite du Sommet Méditerranéen de Strasbourg de novembre 2011 sur les villes durables en Méditerranée⁵⁹. A noter que la création d'une agence d'urbanisme euro-méditerranéenne est à l'étude.

c) Energie

Autour du Plan Solaire méditerranéen⁶⁰ :

- Désertec: l'initiative a été lancée en juillet 2009 par un consortium d'entreprises européennes. Elle vise à créer de l'énergie renouvelable (solaire et éolienne) dans les pays du Sud et de l'Est méditerranéen. Le 2 novembre 2009 un projet pilote a été lancé à Ouarzazate au Maroc d'une centrale solaire visant à produire 500 MW, qui devrait fonctionner courant 2015-2016 et couvrir 12% des besoins en énergie du Maroc⁶¹.
- Medgrid (anciennement Transgreen): il s'agit d'un consortium d'entreprises méditerranéennes qui vise à développer les interconnexions électriques entre les trois rives de la Méditerranée d'ici à 2020.

d) Environnement et Eau

- Réalisation d'une usine de dessalement d'eau à Gaza et d'un système de distribution de l'eau, capable de produire 100 millions de mètres cubes par an, afin de remédier à la grave pénurie d'eau dans la région, et qui bénéficiera à 1,65 millions de personnes, pour un coût de 315 millions d'euros⁶².
- Extension d'une station d'épuration au Caire pouvant traiter les eaux usées de 2 millions de personnes.
- « Surmonter les obstacles, en termes de gouvernance, à la mobilisation de fonds pour le secteur de l'eau en Méditerranée ». Ce projet vise à identifier et à déployer des solutions pour renforcer et remédier aux lacunes du cadre de gouvernance et de mobilisation de fonds pour le secteur de l'eau auxquelles sont confrontés de nombreux pays méditerranéens. L'OCDE et le Partenariat mondial pour l'eau –Méditerranée (GWP-Med) sont les promoteurs de ce programme qui a déjà touché l'Egypte et le Liban, et qui vise à s'élargir à la Tunisie, au Liban, à l'Albanie et à la Palestine⁶³.

e) Education Supérieure et Recherche

- Office Méditerranéen de la jeunesse (une sorte d'Erasmus méditerranéen) qui vise à favoriser la mobilité universitaire et l'attribution de bourses⁶⁴ (sous condition que les Etats européens facilitent l'accès aux visas).

Réseau euro-méditerranéen d'universités :

⁵⁸ « The Senior Officials of the Union for the Mediterranean adopted, in their meeting on 17th November 2011 the LOGISMED-TA Project », UfM Secretariat.

<http://ufmsecretariat.org/ufm-labelled-project-logismedta-to-contribute-to-the-creation-of-jobs-in-the-region-2/>

⁵⁹ « The euro-mediterranean sustainable urban strategy is on its way » (19 janvier 2012), UfM Secretariat.

<http://ufmsecretariat.org/the-euro-mediterranean-sustainable-urban-strategy-is-on-its-way-2/>

⁶⁰ « The Mediterranean Solar Plan (MSP) is a flagship initiative of the Union for the Mediterranean (UfM) » (19 janvier 2012), UfM Secretariat.

<http://ufmsecretariat.org/the-msp-in-short/>

⁶¹ « Quatre pays de projet Desertec préparent un accord de 600 millions d'euros avec le Maroc » (11 avril 2012), Xinhua.

http://french.cri.cn/621/2012/11/04/562s300833.htm#_UPBi-vj5eSp

⁶² « L'UpM présente le projet de dessalement de Gaza à la Semaine mondiale de l'eau 2012 à Stockholm » (29 août 2012), ENPI.

<http://enpi-info.eu/medportal/news/latest/30017/L%27UpM-pr%C3%A9sente-le-projet-de-dessalement-de-Gaza-%C3%A0-la-Semaine-mondiale-de-l%27eau-2012-%C3%A0-Stockholm>

<http://ufmsecretariat.org/the-desalination-facility-for-the-gaza-strip-project/>

⁶³ « L'UpM approuve un projet visant à améliorer la gouvernance de l'eau en Méditerranée » (18 juillet 2012), ENPI.

<http://enpi-info.eu/medportal/news/latest/29741/L%27UpM-approuve-un-projet-visant-%C3%A0-am%C3%A9liorer-la-gouvernance-de-l%27eau-en-M%C3%A9diterran%C3%A9e>

⁶⁴ <http://www.officemediterraneendela jeunesse.org/>

- EMUNI Université Euro-méditerranéenne en Slovénie⁶⁵.
- Euromed-UM, Université Euro-méditerranéenne de Fès au Maroc; il s'agit d'un « centre international d'enseignement supérieur et de recherche portant une attention particulière sur les questions et priorités euro-méditerranéennes, à savoir: histoire, patrimoine culturel et civilisations méditerranéennes; sciences politiques et économiques et le droit; énergie solaire et domaines connexes en génie des matériaux. La construction de l'université a débuté en 2012 et elle devrait ouvrir ses portes en 2014⁶⁶.
- Labellisation de formations liés aux intérêts de l'UPM, par exemple de masters et de doctorats en gestion des risques à partir de l'année académique 2012-2013 à l'Institut Euro-méditerranéen de sciences des risques (IEMSR) de Sophia Antipolis en France⁶⁷.
- MISTRALS pour Mediterranean Integrated Studies at Regional and Local Studies. Il s'agit d'un programme interdisciplinaire visant à la compréhension du bassin méditerranéen et regroupant plus d'un millier de chercheurs de 26 pays et la mise en réseau de dizaines de laboratoires des deux rives dans de multiples domaines (climatologie, géophysique, hydrologie, histoire, économie, sciences humaines, etc.) afin d'accélérer le niveau de connaissance pour comprendre « les mécanismes qui façonnent et influencent les paysages, l'environnement et l'anthropisation du bassin méditerranéen »⁶⁸.
- Open-U-SESAME, programme qui se concentre sur la préparation opérationnelle d'un synchrotron pour les expérimentations scientifiques et les applications au Moyen-Orient (SESAME), un laser de 3^e génération déjà en cours de construction en Jordanie⁶⁹.

f) Affaires sociales et civiles

- Création d'une Fondation des femmes pour la Méditerranée qui accueille l'Observatoire euro-méditerranéen sur les violences faites aux femmes dans la suite de la Conférence programme sur le rôle de la femme dans l'espace méditerranéen de Marrakech au Maroc, les 11 et 12 novembre 2009.
- « Skills for success-Employability skills for women », est un programme de formation aux compétences favorisant l'emploi et destiné aux jeunes femmes sans emploi et défavorisées qui ont terminé leurs études secondaires. Il vise également à l'émancipation économique des femmes dans les pays du sud de la Méditerranée. La phase pilote du projet sera mise en œuvre dans les capitales du Maroc, de la Tunisie, d'Égypte, du Liban et de Jordanie⁷⁰.

Pour conclure

Effectivement comme le disait son Secrétaire Général Sijilmassi, l'Union pour la Méditerranéen de 2012 n'a rien à voir avec celle de 2008.

Sur les 43 Etats membres (auxquels on peut ajouter la Libye qui a le statut d'observateur), on peut dire qu'il y a une grande disparité dans l'appropriation du fonctionnement de l'organisation. Comme l'UPM fonctionne sur une base volontariste non contraignante, elle dépend de la bonne volonté des Etats. C'est pourquoi on a l'impression que certains Etats ne sont là que pour observer (Etats des Balkans, Turquie

⁶⁵ <http://www.emuni.si/fr/>

⁶⁶ « L'Union pour la Méditerranée soutient le nouveau projet pour la création d'une Université Euro-méditerranéenne au Maroc » (11 juillet 2012), ENPI, 11 juillet 2012.

<http://enpi-info.eu/medportal/news/latest/29659/L%27Union-pour-la-M%C3%A9diterran%C3%A9e-soutient-le-nouveau-projet-pour-la-cr%C3%A9ation-d%27une-Universit%C3%A9-Euro-m%C3%A9diterran%C3%A9enne-au-Maroc>

<http://ufmsecretariat.org/creation-of-a-euro-mediterranean-university-in-morocco/>

⁶⁷ « The UfM attends the inaugural lesson of the Master study programme in risk assessment » (1er février 2012), UfM Secretariat.

<http://ufmsecretariat.org/the-ufm-attends-the-inaugural-lesson-of-the-master-study-programme-in-risk-assessment/>

<http://ufmsecretariat.org/three-new-ufm-projects-from-higher-education-and-research-division-are-labeled/>

⁶⁸ Molga Paul (7 novembre 2011), « la Méditerranée, laboratoire à ciel ouvert », Les Echos.

http://www.lesechos.fr/07/11/2011/LesEchos/21053-034-ECH_la-mediterranee--laboratoire-a-ciel-ouvert.htm

⁶⁹ « Prof. Ilan Chet presents high level research projects at the 5th Parmenides International Conference » (20 mars 2012), UfM Secretariat.

<http://ufmsecretariat.org/prof-ilan-chet-presents-high-level-research-projects-at-the-5th-parmenides-international-conference/>

⁷⁰ « L'Union pour la Méditerranée soutient un projet de développement des compétences des femmes » (3 juillet 2012), ENPI.

http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id=29552&id_type=1&lang_id=469

<http://ufmsecretariat.org/skills-for-success-employability-skills-for-women/>

ou Algérie par exemple), tandis que d'autres sont réellement actifs et prennent part à plusieurs projets à la fois (France, Italie, Espagne, Maroc, Tunisie, Egypte, Jordanie).

Avec le temps, la multiplication des réseaux thématiques liés à l'UPM et des grands projets d'infrastructure, l'implication des Etats devrait progressivement augmenter au sein de l'organisation.

Aucun mécanisme précis de financement n'était prévu dans les textes fondateurs. Ce volet était donc de l'ordre du « très problématique » pour le développement de l'organisation, l'UE ayant fourni la première année un budget de fonctionnement très faible (quelques millions d'euros). Le premier élément positif a été le lancement du fonds Inframed, qui est sans conteste un signal fort de confiance en l'avenir et une marque de volontarisme politique. Dans un avenir proche, la possibilité évoquée à plusieurs reprises de création d'une banque méditerranéenne de développement est probable. De même l'organisation pourra compter sur les fonds de la péninsule arabique, des USA voir de la BAD ainsi que la mobilisation d'un secteur privé toujours ouvert aux opportunités. Le printemps arabe a remis au cœur du monde cette zone et la nécessité de son développement. On peut donc être optimiste sur le financement de l'UPM dans les années à venir à condition toutefois que la stabilité politique revienne dans les pays qui ont connu le Printemps arabe.

L'organisation a déjà commencé à lancer des projets comme on a pu le voir précédemment. Les enjeux sont nombreux et très importants: dépollution de la Méditerranée, accès à l'eau et à l'eau potable en particulier, projets pour améliorer le climat des affaires (normes, formations, législations) et créer des emplois, offrir un meilleur cadre de vie et faciliter les mouvements des biens et des personnes (infrastructures), autant d'initiatives qui ont potentiellement un impact sur les populations à condition que tous les Etats jouent le jeu (on pense notamment à la politique restrictive des visas dans l'UE, au protectionnisme, au nationalisme notamment).

Un des éléments positifs de l'Union pour la Méditerranée que l'on constate déjà, est qu'elle pousse les Etats du nord de l'Afrique au dialogue et à réaliser des projets en commun; aujourd'hui l'autoroute Trans-Maghreb, demain le train ou un schéma de développement industriel commun, etc. Conjugué aux effets du printemps arabe, l'Union du Maghreb Arabe est en train d'être réactivée (tout comme a été modifiée la politique de voisinage de l'UE d'ailleurs), afin de faire face aux nouveaux défis auxquels les Etats membres doivent répondre, notamment vis-à-vis de la jeunesse et de l'amélioration des conditions socio-économiques.

De même à n'en pas douter, on peut être certain que tous les projets qui touchent aux infrastructures régionales et à une meilleure intégration du Maghreb et de l'Afrique du Nord, ne peuvent que conforter les plans de développement de l'UA dans cette région, renforcer le réseau trans-Sahara de transport (routier), et la diffusion des bonnes pratiques au sens large. On estime que le renforcement économique de l'Afrique du Nord ne pourra avoir que des effets bénéfiques pour l'Afrique Sub-saharienne concernant le développement du commerce, l'emploi et l'amélioration de la situation économique.

Sources

Déclarations et documents officiels

Sommet de l'Union pour la Méditerranée, déclaration commune, Paris 13 juillet 2008.

http://www.africa21.org/wp/wp-content/uploads/2012/11/ufm_paris_declaration1.pdf

Déclaration finale de Marseille, 3-4 novembre 2008

<http://www.africa21.org/wp/wp-content/uploads/2012/11/dec-final-Marseille-UfM.pdf>

Statuts du Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, adoptés à l'issue du Sommet de Marseille des 3 et 4 novembre 2012

<http://www.africa21.org/wp/wp-content/uploads/2012/11/Statutes-UfMS.pdf>

Déclaration pour une stratégie urbaine durable en zone Euro-méditerranéenne

http://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2012/09/111114_151-11-UfM-copresideny-Final_declaration-sustainable-urban-dev-Stasbourg-10-Nov-fr.pdf

Rapports

Milhaud Charles, « Commission sur le financement du co-développement en Méditerranée, rapport au Président de la République ».

<http://fr.slideshare.net/soniabess/rapport-milhaud>

Peillon Vincent (rapporteur, 3 avril 2010), « rapport sur l'Union pour la Méditerranée (2009/2215 (INI) », Commission des affaires étrangères du Parlement Européen.

<http://sudest.europarl.fr/ressource/static/files/PE439184v02-00FR.pdf>

Autre document publique

Del Picchia Robert, « Réunion du mercredi 15 septembre 2010, Communication concernant: Politique de coopération, Situation de l'Union pour la Méditerranée », Senat français.

<http://www.senat.fr/europe/r15092010.html>

« Résolution du Parlement européen du 20 mai 2010 sur l'Union pour la Méditerranée (2009/2215(INI) » (20 mai 2010), Parlement européen, Strasbourg.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&language=FR&reference=P7-TA-2010-0192>

Vlasto Dominique, « questions parlementaires, 6 décembre 2010, Financement du secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée », Parlement européen.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+WO+E-2010-010122+0+DOC+XML+V0//FR>

Sites institutionnels de/ou liés à l'UPM

Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée

<http://ufmsecretariat.org/>

Union pour la Méditerranée, coopération dans le secteur de l'eau

<http://www.ufm-water.net/>

Banque européenne d'investissement

<http://www.eib.org/?lang=fr>

Inframed

<http://www.inframed.com/>

Medgrid

<http://www.medgrid-psm.com/>

Desertec

<http://www.desertec.org/index.html>

Dii (Desertec Industrial Initiative)

<http://www.dii-eumena.com/>

Observatoire Méditerranéen de l'Energie

<http://www.ome.org/>

Office Méditerranéen de la jeunesse

<http://www.officemediterraneendela jeunesse.org/>

Université euro-méditerranéenne de Slovénie

<http://www.emuni.si/fr/>

Mediterranean Integrated Studies at Regional And Local Scales (MISTRALS)

<http://www.mistrals-home.org/spip/?lang=en>

Livres et Etudes

Almérás Guillaume et Jolly Cécile (2010), « Méditerranée 2030, panorama et enjeux géostratégiques, humains et économiques », Collection Construire la Méditerranée, Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranée (IPEMED), Paris.

http://www.ipemed.coop/adminIpemed/media/fich_article/1315906938_IPEMED_Mediterranee2030.pdf

Elisabeth Johansson-Nogués (2012), « The UFM's Institutional Structure : Making Inroads towards 'Co-Ownership' », in: Bicchi, Federica, Gillepsie, Richard, « The Union for the Mediterranean », Routledge, London and New York.

Articles de presse

Amrani Youssef (13 septembre 2011), « une nouvelle ère s'ouvre pour l'Union pour la Méditerranée », Le Monde.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/09/13/avec-le-printemps-arabe-une-nouvelle-ere-s-ouvre-pour-l-union-pour-la-mediterranee_1571158_3232.html

Barcelona J.E (5 mars 2012), « the completion of construction works in Maghreb motorways will increase commerce with Europe », UFM Secretariat.

Barluet Alain (6 janvier 2010), « l'Union pour la Méditerranée en mal de soutiens », Le Figaro.

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/01/06/01003-20100106ARTFIG00389-l-union-pour-la-mediterranee-en-mal-de-soutiens-.php>

Beaugé Florence, Nougayrède Natalie (28 février 2009), « l'Union pour la Méditerranée subit un coup d'arrêt depuis la guerre de Gaza », Le Monde.

Cohen-Krawczyk Alain (3 juillet 2012), « UpM: L'Egypte cède le flambeau à la Jordanie », LaLettreMed.

<http://www.lalettremed.com/3112-upm-legypte-cede-le-flambeau-a-la-jordanie.html>

Colin Stéphanie (juin 2009); « L'Union pour la Méditerranée : progrès, difficultés et marche à suivre », Eclairage, Volume 8, Numéro 5.

<http://ictsd.org/i/news/eclairage/47745/>

Collat Philippe (14 novembre 2011), « l'Union pour la Méditerranée adopte une déclaration sur le développement urbain durable », Actu-Environnement.com.

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/upm-strategie-urbanisme-durable-14102.php4>

De Broqua Alette (23 avril 2009), « L'Europe tente de relancer l'Union pour la Méditerranée », Econostrum. http://www.econostrum.info/L-Europe-tente-de-relancer-l-Union-pour-la-Mediterranee_a1085.html

Dubessy Frédéric (28 septembre 2011), « Youssef Amrani : "La valeur ajoutée de l'UpM est indéniable" », Econostrum. http://www.econostrum.info/Youssef-Amrani-La-valeur-ajoutee-de-l-UpM-est-indeniable_a7286.html

Dubessy Frédéric (29 février 2012), « la France n'est plus co-présidente de l'Union pour la Méditerranée », Econostrum. http://www.econostrum.info/La-France-n-est-plus-co-presidente-de-l-Union-pour-la-Mediterranee_a9171.html

Dupont Gaëlle (26 juin 2009), « L'Union pour la Méditerranée tente de se relancer grâce au développement durable », Le Monde.

Heuzé Richard (21 juillet 2009), « L'UPM parie sur l'énergie pour se relancer », Le Figaro. <http://www.lefigaro.fr/economie/2009/07/21/04001-20090721ARTF00342-l-upm-parie-sur-l-energie-pour-se-relancer-ph>

« Intégration intermaghrébine. Le Maroc est un acteur essentiel de l'UPM » (13 octobre 2011), Le Matin.

« Interview d'Olivier Stim » (31 mai 2010), Jeune Afrique. <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2576p068-069.xml/>

Jais Sarah (27 avril 2010), « L'UE cherche à relancer l'Union pour la Méditerranée », Euractiv. http://www.euractiv.fr/international/elargissement-0article20100426ue_cherche_relancer_union_pour_la_mediterranee_66963-4401.html

Jarrassé Jim (26 juin 2009), « L'Union pour la Méditerranée reprend vie », L'Express.

« Juppé veut refonder l'UPM » (1^{er} mars 2011), Le Figaro. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/01/97001-20110301FILWWW00420-juppe-veut-refonder-l-upm-ph>

« Juppé souhaite relancer l'UPM » (2 mars 2011), Le Figaro. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/02/97001-20110302FILWWW00563-juppe-souhaite-relancer-l-upm-ph?cmtpage=1>

Khalifa Wajdi, « la France cède la coprésidence de l'Union pour la Méditerranée », Kapitalis. <http://www.kapitalis.com/politique/maghreb/8651-la-france-cede-la-copresidence-de-lunion-pour-la-mediterranee.html>

« L'Union pour la Méditerranée décapitée » (26 janvier 2011), Le Nouvel Observateur. <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20110126.OBS6993/l-union-pour-la-mediterranee-decapitee.html>

« L'Union pour la Méditerranée soutient un projet de développement des compétences des femmes » (3 juillet 2012), ENPI. http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id=29552&id_type=1&lang_id=469

« L'Union pour la Méditerranée soutient le nouveau projet pour la création d'une Université Euro-méditerranéenne au Maroc » (11 juillet 2012), ENPI. <http://enpi-info.eu/medportal/news/latest/29659/L%27Union-pour-la-M%3%A9diterran%3%A9e-soutient-le-nouveau-projet-pour-la-cr%3%A9ation-d%27une-Universit%3%A9-Euro-m%3%A9diterran%3%A9enne-au-Maroc>

« L'UpM approuve un projet visant à améliorer la gouvernance de l'eau en Méditerranée » (18 juillet 2012), ENPI. <http://enpi-info.eu/medportal/news/latest/29741/L%27UpM-approuve-un-projet-visant-%C3%A0-am%3%A9liorer-la-gouvernance-de-l%27eau-en-M%3%A9diterran%3%A9e>

« L'UpM présente le projet de dessalement de Gaza à la Semaine mondiale de l'eau 2012 à Stockholm » (29 août 2012), ENPI. <http://enpi-info.eu/medportal/news/latest/30017/L%27UpM-pr%3%A9sente-le-projet-de-dessalement-de-Gaza-%C3%A0-la-Semaine-mondiale-de-l%27eau-2012-%C3%A0-Stockholm>

« L'UPM se félicite des objectifs du Partenariat de Deauville » (21 septembre 2011), Biladi. <http://biladi.ma/1117732-l-upm-se-felicite-des-objectifs-du-partenariat-de-deauville.html>

« L'UpM soutient l'accord de coopération visant à renforcer les échanges entre les organisations européennes et marocaines de soutien aux petites entreprises » (22 novembre 2012), ENPI. <http://enpi-info.eu/medportal/news/latest/31187/L%E2%80%99UpM-soutient-l%E2%80%99accord-de-coop%3%A9ration-visant-%C3%A0-renforcer-les-%C3%A9changes-entre-les-organisations-europ%3%A9ennes-et-marocaines-de-soutien-aux-petites-entreprises>

« La BEI réaffirme son soutien aux projets de l'UpM » (2 mai 2012), ;ENPI.

« Le SG de l'UPM examine à Tunis la promotion de la coopération économique dans l'espace euro-méditerranéen » (27 juillet 2011), AuFaitMaroc. <http://www.aufaitmaroc.com/monde/maghreb/2011/7/27/le-sg-de-lupm-examine-a-tunis-la-promotion-de-la-cooperation-economique-dans-lespace-euro-mediterraneen#.UYvN30qQtAI>

« Maroc et Tunisie en course pour l'Union méditerranéenne » (18 mai 2011), Slate Afrique. <http://www.slateafrique.com/2139/maroc-tunisie-candidature-union-mediterraneenne>

Mateo Francis (10 novembre 2010), « le sommet de Barcelone de l'Union pour la Méditerranée semble très compromis », Econostrum. http://www.econostrum.info/Le-sommet-de-Barcelone-de-l-Union-pour-la-Mediterranee-semble-tres-compromis_a3811.html

Mateo Francis (5 juillet 2011), « Youssef Amrani ouvre un nouveau chapitre de l'Union pour la Méditerranée », Econostrum. http://www.econostrum.info/Youssef-Amrani-ouvre-un-nouveau-chapitre-de-l-Union-pour-la-Mediterranee_a6398.html

Mateo Francis (20 mai 2011), « L'UpM mobilise 400 M€ pour assainir l'eau à Gaza », Econostrum. http://www.econostrum.info/L-UpM-mobilise-400-M-pour-assainir-l-eau-a-Gaza_a5806.html

Mateo Francis (27 janvier 2012), « L'UpM et Medgrid donnent un nouvel élan au Plan Solaire Méditerranéen », Econostrum.

Molga Paul (7 novembre 2011), « la Méditerranée, laboratoire à ciel ouvert », Les Echos. http://www.lesechos.fr/07/11/2011/LesEchos/21053-034-ECH_la-mediterranee--laboratoire-a-ciel-ouvert.htm

Nabli Bélich (7 mars 2011), « déconstruction et reconstruction de l'Union pour la Méditerranée ? », Affaires Stratégiques. <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article4749>

« Paris accueille "avec bienveillance" la candidature de Youssef Amrani à l'UPM » (17 mai 2011), AuFaitMaroc. <http://www.aufaitmaroc.com/actualites/maroc/2011/5/17/paris-accueille-avec-bienveillance-la-candidature-de-youssef-amrani-a-lupm#.UYvDsEqQtAI>

« Quatre pays de projet Desertec préparent un accord de 600 millions d'euros avec le Maroc » (11 avril 2012), Xinhua. <http://french.cri.cn/621/2012/11/04/562s300833.htm#.UPBi-vj5eSp>

« Relance de l'Union pour la Méditerranée » (3 juillet 2009), Medea.be. <http://www.medeabe.be/2009/07/relance-de-l%E2%80%99union-pour-la-mediterranee-2/>

Rolland Sylvain (31 mai 2011), « le printemps arabe est l'occasion de refonder l'Union pour la Méditerranée » La Tribune.fr. <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20110531trib000625838/le-printemps-arabe-est-l-occasion-de-refonder-l-union-pour-la-mediterranee.html>

« Sarkozy et Moubarak proposent un sommet de l'Union pour la Méditerranée en novembre » (30 août 2010), Le Point.fr. http://www.lepoint.fr/monde/sarkozy-et-moubarak-proposent-un-sommet-de-l-union-pour-la-mediterranee-en-novembre-30-08-2010-1230155_24.php

Seghier Carine (27 mai 2010), « Union pour la Méditerranée: le fonds d'infrastructure InfraMed se dote de 386 M€ », Actu-environnement.com. <http://www.actu-environnement.com/ae/news/fond-caisse-depot-inframed-10307.php4>

Tur Gérard (22 octobre 2012), « l'UPM et la question de l'emploi », Econostrum.
http://www.econostrum.info/L-UpM-et-la-question-de-l-emploi_a12249.html

« Union pour la Méditerranée: première réunion ministérielle sur le développement urbain durable » (18 novembre 2011), DATAR.
<http://www.datar.gouv.fr/union-pour-la-meditteranee-premiere-reunion-ministerielle-sur-le-developpement-urbain-durable>

« Union pour la Méditerranée - Projet d'usine de dessalement à Gaza » (24 juin 2011), Diplomatie.gouv.fr.

« Union pour la Méditerranée. Transmission de la co-présidence nord de l'UPM à l'Union européenne » (1 mars 2012), France Diplomatie.

« Union pour la Méditerranée (UpM). Bientôt un panel pour réfléchir à l'avenir de la région » (28 septembre 2011), AuFaitMaroc.
<http://www.aufaitmaroc.com/actualites/maroc/2011/9/28/bientot-un-panel-pour-reflechir-a-lavenir-de-la-region#UYvPdEqOtAJ>

« UpM: L'initiative de préparation des projets du Plan solaire méditerranéen approuvée formellement » (20 mars 2012), Le Matin.
http://www.lematin.ma/express/UpM_Mise-en-oeuvre-du-Plan-solaire-meditteraneen-/164188.html

« UpM: L'initiative de préparation des projets du Plan solaire méditerranéen approuvée formellement » (20 mars 2012), Le Matin.
http://www.lematin.ma/express/UpM_Mise-en-oeuvre-du-Plan-solaire-meditteraneen-/164188.html

Verluse Pierre (16 juin 2010), « l'Union pour la Méditerranée deux ans après le Sommet de Paris », Diploweb.
<http://www.diploweb.com/L-Union-pour-la-Mediterranee-deux.html>